



La Commune



La direction de la CGT concède une trêve à Macri ? Sans nous !

Publié le dimanche 13 novembre 2016



L'appareil de la CGT, béni par l'Église, a trahi les travailleurs et le peuple pour 2 pesos. Il ne faut pas laisser de trêve à Macri. Soutenons les luttes, exigeons la grève générale et un plan de lutte.

Un homme d'affaire corrompu est au pouvoir. Et que fait la CGT ? Elle lui accorde une trêve.

La bureaucratie CGT cède à un gouvernement capitaliste pour maintenir ses privilèges mais aussi parce qu'elle a besoin du soutien de L'État pour continuer à exister. La crise de représentativité qui traverse les rangs des travailleurs et du peuple est si grande que, sans s'accrocher aux basques du gouvernement, les jours de la bureaucratie seraient comptés. Il faut les empêcher de passer la camisole de force aux travailleurs.



Macri et Moyano
(photo : enelsubte.com)

Le gouvernement, l'Église, les entrepreneurs et la bureaucratie cégétiste se sont rencontrés lors d'une «table ronde». Malgré une fin d'année survoltée, ils ont réussi, pour l'instant, à freiner l'élan vers la grève générale. Les médias présentent Macri comme un « homme d'État » qui a permis un pacte social qui fonctionne. En réalité, le gouvernement est empêtré dans les problèmes.

Bien que soutenu par les puissants, le gouvernement est faible. Sans lien organique avec le mouvement des masses, tout se complique pour lui.

Macri a pensé que l'augmentation des tarifs publics allait passer tranquillement, elle a été complètement rejetée par la population. L'économie recule, les dépenses publiques augmentent, il y a de plus en plus de nécessiteux. Il rêve d'un changement solide mais garde des liens avec des personnalités de l'ancienne dictature.

En cas d'urgence cassez la vitre !

Par la voix du Pape, l'Église est ouvertement passée de la chaire à l'arène politique.

Derrière une phraséologie « *préoccupée par les pauvres et le social* » les participants à la table ronde se groupent tous au côté du gouvernement pour étouffer la résistance des travailleurs, pour leur faire encaisser l'austérité. Ils veulent éviter la grève générale nationale et un plan d'urgence de lutte, ouvertement contre le gouvernement et l'exploitation capitaliste. Ils ne veulent pas d'un autre 19 et 20 décembre 2001 (des dizaines de milliers d'Argentins sont descendus dans les rues et ont chassé le président Fernando De la Rúa).

La désillusion et la révolte grandissent

En mauvaise posture avec les travailleurs et le peuple, Macri a voulu stopper la contestation cet été avec l'annonce d'un bonus sur les minima sociaux. Mais, il a permis une augmentation de 47 % des rémunérations des députés et sénateurs qui encaissent maintenant jusqu'à \$160.000 (9329€) par mois tandis que les familles populaires rament pour boucler les fins de mois. Cette annonce a déclenché la colère de la population.

La genèse de la trahison

Depuis le 29 avril, les dirigeants de la *CGT* menacent d'appeler à la grève. Déclarant que si Macri mettait son veto sur la loi contre les licenciements, ils appelleraient à cesser le travail. Macri a mis son veto mais la bureaucratie n'a pas bougé. Hugo Moyano, secrétaire général de la *CGT*, par ailleurs dirigeant d'entreprise, a voulu se donner bonne conscience en annonçant l'ouverture de soupes populaires. Une honte ! Moyano a insisté « *pour faire une grève générale de grande ampleur, il faut unifier la CGT* ». Dès qu'il l'a unifiée, il a indiqué qu'avant de se prononcer il devait réunir le conseil confédéral, lequel a décidé d'appeler à la grève mais sans fixer de date. Ridicule ! Même les journalistes ont été surpris.

Selon la recommandation du Pape, en acceptant de mettre en place une table ronde permanente avec le gouvernement, la direction de la *CGT* a enterré la grève générale et annoncé avoir obtenu un bonus facultatif sur les minima de 1000 à 2000 pesos (116€). Misérable !

En réalité, la colère du peuple est telle qu'une grève générale les balayerait tous. C'est la raison pour laquelle ils déploient tant d'énergie à l'empêcher.

Encourager un plan d'urgence et le mouvement vers la grève générale

Ce que nous livre la bureaucratie n'est pas nouveau. En ce moment, pour sa survie, elle préfère résister aux masses jusqu'à être haïe plutôt que d'appeler à la mobilisation. Dans cette situation, de nouveaux délégués de lutte surgissent dans les sections et les comités syndicaux, c'est ce que nous voulons aider à faire partout.

Bien que l'hypothèse d'une grève générale nationale s'éloigne pour l'instant, nous devons appuyer et favoriser partout la poussée des revendications et des grèves. Ainsi, nous soutenons, mais avec réserve, la manifestation convoquée le 4 novembre par la *CTA* qui représente un pas en avant, néanmoins insuffisant, sans grève et sans poser la question de la suite.

Dans chaque lieu de travail, public ou privé, continuons à exiger la grève générale et un nécessaire plan d'urgence de lutte.

*par César Latorre, délégué général de l'hôpital italien de Buenos Aires
Traduit et adapté par Rémi Duteil*